

politique de défense et de la politique extérieure sera présenté à la Chambre avant l'ajournement pour le congé d'été?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il n'y aura pas nécessairement un Livre blanc sur cet aspect de la question. Nous avons parlé d'un Livre blanc sur notre politique extérieure; quant à notre politique de défense, elle ne sera pas nécessairement présentée sous forme d'un Livre blanc. Elle pourrait l'être au moyen d'une déclaration du ministre dès que la décision aura été prise.

M. Lewis: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Oserais-je demander au premier ministre si le Livre blanc sur la politique extérieure sera présenté à la Chambre avant l'ajournement d'été et si le ministre de la Défense nationale fera sa déclaration également avant l'ajournement d'été?

Le très hon. M. Trudeau: Je crains qu'il ne soit nécessaire de demander aux deux ministres des précisions sur leur calendrier.

LES CÉRÉALES

LE BLÉ—L'AIDE AUX CULTIVATEURS POUR LA RÉDUCTION DES EMBLAVURES

M. George Muir (Lisgar): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Hier, il a déclaré que les cultivateurs de l'Ouest songent à réduire leurs emblavures de 12 p. 100. Est-il en mesure d'assurer aux cultivateurs que le gouvernement songe à leur fournir une certaine aide afin de leur permettre d'atteindre leur objectif?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, j'ai répondu à cette question hier. Je n'ai rien à ajouter.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE BLÉ—LES LIVRAISONS EN VERTU DE L'ACCORD AVEC L'URSS

M. George Muir (Lisgar): Dans sa réponse d'hier, le ministre n'a pas donné l'assurance que les cultivateurs recevraient de l'aide. Comme le gouvernement n'a apparemment pas l'intention d'aider les cultivateurs à réduire les emblavures, pourrait-il assurer à la Chambre que la Commission canadienne du blé et son ministère sont en mesure de charger et de faire transporter à destination les 135 millions de boisseaux de blé vendus à la Russie et qui restent à livrer aux termes de l'accord triennal qui doit expirer le 31 juillet?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Je ne puis donner d'assurances pour la simple raison que le cabinet étudie actuellement ces problèmes et je ne pourrai annoncer notre politique que lorsque le cabinet l'aura formulée. Quant aux ventes de blé à la Russie, nous disposons des quantités minimales pour les livraisons, et lorsque le contrat aura été signé, nous verrons à ce que les quantités voulues soient livrées.

L'ORGE—LA PERTE DU MARCHÉ JAPONAIS À LA FRANCE

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Alors qu'il se trouvait récemment au Japon, a-t-il profité de l'occasion pour discuter avec Tokyo de l'orge canadienne, remplacée sur le marché nippon par l'orge française fortement subventionnée. Quels ont été les résultats de ces entretiens?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Oui, monsieur l'Orateur. Nous avons abordé ce problème. J'ai essayé de convaincre les acheteurs japonais, en l'occurrence les représentants gouvernementaux qu'ils devraient considérer aussi l'avenir éloigné; d'autre part, nous avons officiellement protesté auprès de l'O.E.C.E. et du gouvernement français contre l'importance de ces subventions.

L'ADHÉSION DE L'AUSTRALIE À L'ARRANGEMENT INTERNATIONAL SUR LES CÉRÉALES

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Au cours de ses entretiens avec les représentants du gouvernement de l'Australie, le ministre de l'Industrie et du Commerce a-t-il réussi à obtenir des promesses fermes que ce pays se conformerait aux prix établis dans l'Arrangement international sur les céréales?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre du Commerce et de l'Industrie): Monsieur l'Orateur, je pense que chacun est rempli de bonnes intentions. Le gouvernement australien a fait des propositions tendant à supprimer certains avantages commerciaux. Ces offres ont été faites au comité de révision des prix à Londres le 27 avril, si ma mémoire est bonne. Les États-Unis ont indiqué également qu'ils étaient prêts à apporter certains changements à leurs pratiques actuelles. Tous les exportateurs se surveillent pour voir qui se fera le premier pas. Naturellement, des ventes comme celle que la France a conclue avec la Chine à prix réduits n'inciteront pas les autres exportateurs à faire autrement ou à